

Des riverains de Saint-Antoine reçus hier en préfecture

Le collectif "Stop à l'intoxication de nos enfants et à la prolifération des mouches" a rencontré le préfet de Corse dans le but de trouver une solution pérenne à la crise des déchets. Ce dernier a déjà contacté le maire de la ville

Il était 16 heures hier, lorsque le collectif de riverains qui s'est constitué il y a deux semaines, baptisé "Stop à l'intoxication de nos enfants et à la prolifération des mouches", et qui compte 688 membres sur les réseaux sociaux, a été reçu par le préfet de Corse, Franck Robine.

L'objectif est de taille : trouver une solution pérenne à la crise des déchets. "Le préfet nous a écoutés et prend en compte nos revendications, raconte, un brin soulagé, Alain Novello, membre du collectif. Il y a un problème sanitaire et un nouveau contrôle va être réalisé. Le préfet va venir sur le site pour voir l'état des balles et surtout comprendre dans quelle situation nous vivons depuis le mois de mars."

"Pas de solution pour le moment"

"Mais comme il nous l'a bien précisé, il n'a pas de baguette magique et pour le moment, il n'a pas de solution", ajoute un autre membre du collectif.

En effet, la situation qui devait être provisoire est devenue permanente.

Depuis début novembre, les déchets mis en balles s'accumulent à Saint-Antoine. Et pour cause, le collectif "Valin-cu Lindu" bloque à nouveau le site d'enfouissement de Vighjaneddu. La semaine dernière, nous évoquions dans nos colonnes, 8 000 balles en attente de traitement par le Syvadeo. "Et ça ne cesse d'augmenter, tance un habitant du Salario. Je ne peux plus ouvrir mes fenêtres, il faut impérativement que cela change."



Les membres du collectif "Stop à l'intoxication de nos enfants et à la prolifération des mouches" ont été reçus hier par le préfet de Corse.

/PHOTOS FLORENT SELVINI

Du côté de la Capa, on assure qu'aujourd'hui, 8 800 balles sont stockées sur le site de Saint-Antoine.

Sans changement, des actions seront réalisées

La semaine dernière, ce même collectif avait convié les candidats aux élections municipales, sur le parking du cimetière de Saint-Antoine, afin de constater les dégâts. Le quartier est devenu "invivable" pour ses habitants.

"On ne s'habitue pas à l'odeur, remarque un riverain, et la collocation avec les mouches ne se passe pas très bien."

Devant la préfecture, quelques candidats à la municipale sont venus, en compagnie d'autres citoyens, apporter leur soutien au collectif. Parmi eux, François Filoni, Jean-André Miniconi ou encore Jean-François Casalta. Les menaces proférées la semaine dernière ont été pleinement assumées. "Si rien ne change dans les jours à venir, nous serons contraints de bloquer le site", assure un habitant de Saint-Antoine.

"Pour le moment, nous avons été reçus comme il le fallait par le préfet et donc nous attendons de voir comment se déroule cette semaine avant de prendre une quelconque décision", tempère Alain Novello.

Pour l'heure, le préfet de Corse a d'ores et déjà contacté le président de la Capa, Laurent Marcangeli, afin de rendre compte de la réunion. "Il était important pour moi d'écouter ces riverains en détresse, explique ce dernier. Je leur ai promis de me rendre sur place et je vais le faire. Avec le président de la Capa, nous allons réunir nos efforts afin de trouver d'autres sites d'entrepasage." À moyen terme, l'objectif de l'État est évidemment de retirer les balles stockées à Saint-Antoine. "Mais aussi, de ne laisser personne seul dans cette affaire. Que ce soit la Capa, le Syvadeo ou la Collectivité de Corse", assure Franck Robine.

ALEXIA LEONELLI



Alain Novello, membre du collectif, estime que "le préfet a pris en compte les revendications des riverains".